

**DISCOURS DE MONSIEUR DAVID McLACHLAN-KARR,
Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, Coordonnateur
résident et Coordonnateur humanitaire en République démocratique du Congo**

Ouverture du Makutano

“if we don’t, who will”

10 décembre 2020, 9h, Hôtel Pullman/Salon Congo, Kinshasa

Mesdames et Messieurs, Distingués invités,

C’est un très grand plaisir pour moi de participer à cette édition du Makutano pour montrer le soutien des Nations Unies au rôle indiscutable du secteur privé dans le développement. J’en profite pour féliciter Madame Nicole Sulu et son équipe pour cette initiative.

On ne peut dissocier la croissance économique de la transformation des sociétés, de la prospérité et de l’épanouissement des populations. La création d’emplois en nombre et en qualité est une des priorités du développement, mais aussi un des principaux défis.

L’ONU appelle à un meilleur partenariat avec le secteur privé en vue de l’atteinte des objectifs de développement durable. Ce partenariat va au-delà de la mobilisation des ressources pour des programmes sociaux, mais se veut un partenariat impliquant le secteur privé dans le plaidoyer des politiques économiques et sociales, dans la réforme institutionnelle et dans l’amélioration de la gouvernance.

Les besoins de financement sur les ODDs sont énormes et le Secrétaire Général de l’ONU nous rappelait l’année dernière que le gap de financement au niveau mondial est de \$2.5 Mille Milliard par an. Aucun pays, aucune banque de développement, aucune coopération bilatérale ne peut seule combler ce vide. Seul un partenariat gagnant-gagnant entre l’Etat, le secteur privé et les partenaires au développement peut faciliter l’atteinte de ces objectifs. C’est pour ça que j’en appelle au développement de Partenariats Public-Privé et à la mise en place de mécanismes de financement mixte « Blended Finance » qui constitue une utilisation stratégique de la finance pour l’atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODDs).

Selon le rapport sur l’impact socio-économique de la COVID-19 on note malgré sa richesse naturelle et minérale, son potentiel hydrique que la RDC :



- Demeure un pays avec une économie peu diversifiée, dépendante principalement des industries extractives (30% du PIB)
- A une chaîne de création des valeurs très limitée et
- Un faible taux de création d'emplois.

Le pays a besoin d'une transformation structurelle dans lequel le secteur privé aura un rôle essentiel à jouer en tant que locomotive du développant. Il peut mettre en place des industries, des commerces et des services à forte valeur ajoutée.

D'un autre côté je suis tout aussi conscient des défis et barrières auxquels il fait face et qui ne facilitent pas l'investissement, la volatilité de l'environnement, l'accès au financement bancaire, les procédures légales d'investissements ou le système des taxations en vigueur.

Le système des Nations Unies à travers des agences comme le PNUD, le BIT, l'ONUDI ou la FAO entre autres travaillent étroitement avec l'Etat pour améliorer le climat des affaires et créer une meilleure attractivité et compétitivité des investissements.

Au-delà du concept de « l'engagement social » J'appelle les femmes et les hommes d'affaires que vous êtes à mieux vous investir et à mieux investir dans des projets de développement qui mettent la « personne humaine » au centre de la vision, à privilégier des projets qui tout en ayant une rentabilité financière pour les investisseurs apportent un impact social et environnemental positif à la communauté.

C'est seulement en faisant cela que nous atteindrons les objectifs d'élimination de la faim, de la pauvreté ou d'autonomisation des femmes. Je vous souhaite d'excellentes et de fructueuses discussions.

Je vous remercie de votre attention.

